Note d’information sur la situation économique

 au deuxième trimestre 2013

 **L’arrêté des comptes nationaux du deuxième trimestre 2013 montre une amélioration de la croissance économique nationale soutenue particulièrement par l’important rebondissement de l’activité agricole. Cette amélioration de l’activité conjuguée à l’accroissement notable des revenus nets en provenance du reste du monde s’est traduite par une augmentation du revenu national brut disponible et un allégement du besoin de financement de l’économie.**

C’est ainsi que, la valeur ajoutée agricole en volume, corrigée de variations saisonnières (CVS), s’est accrue de 22,8% au lieu de la baisse de 9,5% le même trimestre de l’année précédente, alors que celle des activités non agricoles a été, en revanche, en ralentissement, avec une croissance de 2,5% au lieu de 4,5%.

La croissance des activités non agricoles a été affectée par le recul de la valeur ajoutée du secteur secondaire. Celle-ci a enregistré une baisse de 0,6% au lieu d’une hausse de 1,3% durant la même période de l’année précédente. Ceci s’explique par:

* La baisse de la valeur ajoutée de l’activité du bâtiment et travaux publics de 4,6% au lieu d’une hausse de 3,5%;
* La régression de la valeur ajoutée de l’activité de l’électricité et eau de 0,9% au lieu d’une hausse de 9%;
* La stagnation de la valeur ajoutée de l’industrie d’extraction au lieu d’une baisse de 5%;
* La croissance légère de l’activité des industries de transformation de 0,8% au lieu de 1,4%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire a affiché, par contre, une hausse de 4,2% (au lieu de 5,9% le même trimestre de l’année 2012). Toutes les composantes du secteur ont enregistré, malgré un certain ralentissement, des croissances positives :

* Les postes et télécommunications de 11,5% au lieu de 22,4% ;
* Les services rendus aux ménages et aux entreprises de 3,5% au lieu de 4,8% ;
* Les services financiers et assurances de 0,1% au lieu de 6,4% ;
* Les « services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale » de 6,5% au lieu de 6,9%;
* les « services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale » de 2,5% au lieu de 4,8% ;
* Les hôtels et restaurants de 5,1% au lieu d’une 3,9%;
* Le commerce de 3,7% au lieu de 2,7%.

Au total, le Produit Intérieur Brut(cvs), a affiché un accroissement de 5,1% en volume au lieu de 2,7% la même période de l’année précédente. En terme nominal, la hausse a été de 6,9%, ce qui dégage une augmentation du prix implicite du PIB de 1,8% en glissement annuel.

Au niveau des emplois du PIB, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 4% au lieu de 2,2% la même période de l’année précédente, contribuant ainsi pour 2,3 points à la croissance au lieu de 1,3 point. La consommation finale des administrations publiques, de son coté, a affiché une hausse de 4,7% au lieu de 7,4%, contribuant pour de 0,8 point à la croissance. En outre, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a enregistré une hausse de 2,4% au lieu de 4,6% une année auparavant. Globalement la demande intérieure a contribué de 3,3 points à la croissance au lieu de 2,1 points.

Parallèlement, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution positive à la croissance de l’ordre de 1,8 point au lieu d’une contribution négative de 0,6 point le même trimestre de l’année précédente. Dans ce cadre, les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 5,1% au lieu de 1% alors que les importations ont diminué de 0,6% au lieu d’une hausse de 2,5%.

Par ailleurs, le revenu national brut disponible s’est accru de 8,4% au lieu de 2,3 % l’année précédente. Ceci s’explique par la hausse du PIB aux prix courants de 6,9% au lieu de 3.9% et des revenus nets reçus du reste de monde de 47,2% au lieu d’une baisse de 26,3 %.

Au plan de financement de l’économie, l’amélioration de la consommation finale à prix courants n’étant que de 6,2%, l’épargne nationale a atteint en conséquence 27,4% du PIB au lieu de 25,4% une année auparavant. En prenant en considération l’investissement brut qui s’est maintenu à 34,7% par rapport au PIB, le besoin de financement de l’économie nationale s’est allégé pour se situer à 7,3% du PIB au lieu de 9,3% le même trimestre de l’année précédente.

Ci-joint les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du deuxième trimestre 2013

|  |
| --- |
|  |
|  |

